

Quel bilan pour Evariste Ndayishimiye après un an à la tête du Burundi ?

Deutsche Welle, 17.06.2021 Le 18 juin 2020, le président Evariste Ndayishimiye prêtait serment pour son premier mandat à la tête du Burundi. Un an après, le bilan diplomatique, politique et économique est mitigé, malgré ses bonnes intentions. Le 18 août 2020, le président prêtait serment pour son investiture (photo) : "Moi, Evariste Ndayishimiye, président de la République du Burundi, je jure fidélité à la Charte de l'unité nationale, à la Constitution de la République du Burundi. Tous ensemble, nous pouvons".

Que chaque poche ait de l'argent et chaque bouche de quoi manger : tel était le slogan du président, à l'époque. Plus tard, quel est le bilan sur le plan politique ? Pour Agathon Rwasa, président du parti d'opposition Congrès national pour la liberté, rien n'a encore été fait. "Je me réjouis de cette mission à la radio Isanganiro où l'on lui demande la réalisation dont il peut être fier. Il a dit lui-même qu'il n'a rien réalisé et qu'il organise encore ses équipes. Pas moi qui irai le contrarier", estime le principal challenger du pouvoir de Gitega. "Effectivement, il n'a rien fait jusqu'à présent. Il devrait par exemple garantir la sécurité pour tous les citoyens mais voyez ces gens qu'on ramasse ici et là l'identité des assassins n'est pas connue... Il devrait se débarrasser de tous ces fonctionnaires, de ceux qui se comportent comme des voyous si je puis le dire ainsi". De bonnes intentions, mais pas encore d'actes concrets. Sur le plan économique, le président Evariste Ndayishimiye laisse transparaître ses bonnes intentions pour changer les choses. Néanmoins, il n'y aurait pas d'actes concrets. C'est du moins l'avis de Faustin Ndikumana. Le consultant indépendant en macroéconomie juge hypothétique le bilan économique du président. "Le pays fait face à d'immenses défis économiques. L'endettement explose avec autour de 3.700 milliards de francs burundais, soit environ plus de 60% du PIB. Il y a une pénurie persistante de devises à la suite du problème de mobilisation des financements extérieurs par les canaux classiques de mobilisation de devises, notamment l'aide publique au développement", avance Faustin Ndikumana. "Il y a un gel de la coopération et la tentative même de relance du mouvement coopératif rural n'est pas encore opérationnelle. Le bilan économique de cette première année est hypothétique, mitigé". Un pas vers les jeunes. En revanche, pour Gabriel Banzawitonde, président du parti Alliance pour la paix, la démocratie et la réconciliation, les réalisations du président durant cette première année sont satisfaisantes, en particulier pour les jeunes. "La banque d'investissement pour les jeunes est un pas. Après avoir constaté que beaucoup de jeunes se lancent dans les coopératives, il a fait en sorte qu'il y ait une agence capable de gérer ces coopératives pour la jeunesse", estime Gabriel Banzawitonde. "Il met à disposition des fonds comme garanties afin de faciliter l'accès des jeunes aux crédits bancaires pour leur faciliter la création d'activités génératrices de revenus". En diplomatie, le gouvernement a engagé des consultations avec l'Union européenne pour la levée des sanctions infligées au Burundi depuis 2016, à la suite de la démission au troisième mandat controversé de son prédécesseur Pierre Nkurunziza. En une année, le président Ndayishimiye a effectué sept voyages en Afrique, mais aucun en dehors du continent.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});